

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ 2015

OBJECTIFS DU
MILLENAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT
C'EST POSSIBLE!

SOMMET DES NATIONS UNIES
20-22 septembre 2010, New York
Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale



C'EST POSSIBLE!

OBJECTIF 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

FICHE D'INFORMATION

CIBLE

1. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

Les Faits

- * Les inscriptions dans le cycle primaire dans les régions en développement ont atteint 89 pour cent en 2008, contre 83 pour cent en 2000.
- Les progrès actuels sont trop lents pour atteindre la cible d'ici 2015.
- Environ 69 millions d'enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés. Près de la moitié d'entre eux (31 millions) habitent l'Afrique subsaharienne et plus d'un quart (18 millions) l'Asie du Sud.

OU EN SOMMES-NOUS ?

En dépit d'importantes avancées dans de nombreux pays, il y a peu de chances que la cible soit atteinte à temps.

Les inscriptions à l'école primaire sont en augmentation et avaient atteint 89 pour cent dans le monde en développement en 2008. De 1999 à 2008, la scolarisation a augmenté de 18 pour cent en Afrique subsaharienne et de 11 et 8 pour cent respectivement en Asie du Sud et en Afrique du Nord.

Mais les progrès sont trop lents pour que d'ici 2015, toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire. Pour pouvoir atteindre cet objectif à la date convenue, tous les enfants ayant atteint l'âge officiel d'entrer à l'école primaire auraient dû être scolarisés en 2009. Or, dans la moitié des pays d'Afrique subsaharienne disposant de données, au moins un quart des enfants en âge de scolarisation n'allait pas à l'école en 2008.

Environ 69 millions d'enfants en âge d'école n'étaient pas scolarisés en 2008, contre 106 millions en 1999. Près des trois quarts des enfants non scolarisés habitent l'Afrique subsaharienne (31 millions) ou l'Asie du Sud (18 millions).

Les taux d'abandon restent élevés en Afrique subsaharienne. Assurer l'enseignement primaire universel ne consiste pas seulement à garantir que tous les enfants soient inscrits. Il faut aussi qu'ils continuent d'aller en classe. En Afrique subsaharienne, plus de 30 pour cent des

élèves du primaire abandonnent l'école avant d'atteindre la dernière année du cycle.

De plus, il est essentiel d'avoir suffisamment d'enseignants et de salles de classe pour répondre à la demande, surtout en Afrique subsaharienne. On estime avoir besoin du double du nombre actuel d'instituteurs dans cette région pour atteindre la cible de l'éducation primaire en 2015.

CE QUI A MARCHÉ

- **L'abolition des frais de scolarité au Burundi, en Ethiopie, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Malawi, au Népal et en Tanzanie :** L'abolition des frais de scolarité dans le cycle primaire a entraîné une vague d'inscriptions dans un certain nombre de pays. En Tanzanie, le taux d'inscription a doublé par rapport à celui de 1999 pour passer à 99,6 pour cent en 2008. En Ethiopie, le taux net d'inscription était de 79 pour cent en 2008, soit une augmentation de 95 pour cent depuis 2000. Mais cette vague d'inscriptions dans les régions en développement pose une série de nouveaux défis, car il faut trouver assez d'enseignants et de salles de classe.
- **Investir dans les infrastructures et les ressources pédagogiques au Ghana, au Népal et en Tanzanie :** Le Ghana a recruté des retraités et des bénévoles pour combler la pénurie d'enseignants. Il a aussi alloué des fonds supplémentaires pour construire des salles de

classe temporaires et acheter du matériel pédagogique. Au Népal, des investissements ont été faits pour que 90 pour cent des élèves vivent à moins d'une demi-heure de leur école. Et la Tanzanie a lancé un programme ambitieux de réforme de l'enseignement : elle a construit 54 000 salles de classe entre 2002 et 2006 et a engagé 18 000 nouveaux enseignants.

- **Promouvoir l'éducation des filles au Botswana, en Egypte et au Malawi :** En Egypte, l'initiative pour l'éducation des filles et le programme « Des vivres pour l'éducation » encouragent les filles à fréquenter l'école grâce à un enseignement gratuit et la construction ou la promotion « d'écoles amies des filles ». En 2008, plus de 1000 écoles ont été construites et près de 28 000 élèves s'étaient inscrites. Outre cela, le programme « Des vivres pour l'éducation » procure des repas à 84 000 enfants des communautés pauvres et vulnérables. Le Botswana a fait baisser de moitié le taux d'abandon scolaire des filles en mettant en place une politique de ré-admission. Le Malawi fait la promotion de l'éducation des filles dans les quatre premières années primaires en leur procurant du matériel pédagogique.
- **Améliorer l'accès dans les zones rurales reculées en Bolivie et en Mongolie :** La Mongolie a introduit les écoles ambulantes (« écoles sous tentes ») pour toucher les enfants qui n'ont généralement pas accès à l'enseignement primaire. Cent écoles ambulantes fournissent des services pédagogiques dans 21 provinces. La Bolivie a lancé un programme d'éducation bilingue pour trois des langues autochtones les plus répandues. Ce programme couvrait 11 pour cent des écoles primaires en 2002, étendant ainsi l'accès à l'éducation pour les jeunes autochtones des régions reculées.

QUE FAIT L'ONU ?

- L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) épaulé les pays qui mettent sur pied un système d'enseignement primaire de qualité touchant tous les enfants, par exemple par le biais du **Programme d'éducation de base en Afrique**. Celui-ci milite auprès des États pour qu'ils adoptent un cadre juridique garantissant 8 à 10 ans d'éducation de base ininterrompue.

- En Ethiopie, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) appuie un programme intitulé « Berhane Hewan » qui milite pour la fin des mariages précoces et pour la **scolarisation des filles**. Pour pousser les ménages à laisser les filles terminer l'école, ces dernières reçoivent une brebis à la fin du programme. Au Malawi, le FNUAP collabore avec les Conseils de la jeunesse pour faire abroger une loi permettant aux filles de se marier dès l'âge de 16 ans et pour appuyer des campagnes pour que les filles continuent l'école.
- Le Programme alimentaire mondial (PAM) procure des **repas scolaires**, afin d'inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école et de donner à ces derniers une base nutritionnelle essentielle pour leur développement intellectuel et leur bien-être physique. Le programme encourage aussi les parents à scolariser davantage les filles.
- La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a forgé un partenariat avec l'UNESCO pour résoudre les problèmes liés à **l'éducation dans des environnements politiquement instables**. La CESAO était chargée des infrastructures et l'UNESCO s'occupait de la formation et de l'apprentissage en ligne. L'initiative a facilité des séances de renforcement des capacités sur les stratégies pédagogiques, la formation des instructeurs et la création de cours pour enseigner l'arabe aux écoliers iraqiens ne parlant pas cette langue.

Sources: *Rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, Nations Unies ; Base de données OMD des Nations Unies (<http://mdgs.un.org>); site web du moniteur des OMD (www.mdgmonitor.org); *Que faut-il faire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement - Une évaluation internationale, 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, UNICEF (www.ungei.org) ; Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; Programme alimentaire mondial (PAM) ; Commissions régionales des Nations Unies, Bureau de New York

Pour de plus amples informations, veuillez contacter mediainfo@un.org ou voir à l'adresse suivante www.un.org/millenniumgoals.